

«Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est pour le peuple le plus sacré et le plus indispensable des devoirs» Maximilien de Robespierre

# La gifle de Kigali

P.8



# Le temps

N° 907 Hebdomadaire du 12 au 18 avril 2017 - Vingt-deuxième année - 500 FCFA

## Nadjo Kaïna Prisonnier de la liberté

### SOMMAIRE



Nadjo Kaïna / Photo DR

#### Edito

L'éternel bâton

P.2

#### Société

Plateforme syndicale- Gouvernement :

L'heure des vraies négociations commence

P.2

Le drame de Goro

P.3

#### Humeur

Pauvreté et cherté de vie

Comment les Tchadiens peuvent-ils s'en débarrasser?

P.7



Photo DR

## Les mesaventures d'Alhabo

Alors qu'il rentrait d'un voyage à l'étranger et c'est à la surprise de tout le monde que l'on apprend que le coordinateur du Front de l'Opposition Nouvelle pour l'Alternance et le Changement Mahamat Ahmad Alhabo s'est vu arraché ses biens personnels.

P.3

## L'éternel bâton

Nadjo Kaina est embastillé parce qu'il a voulu organiser une journée de colère contre le régime. Le 10 avril, ce sont les forces de l'ordre qui violent les locaux de la Bourse du Travail pour s'emparer d'une dizaine de personnes du mouvement Iyina et autres qui se réunissaient dans le cadre de cette journée de colère. Avant cela, C'est Al Habo, leader du PLD qui est dépossédé de son ordinateur, son téléphone, sa tablette à sa descente d'avion, venant de l'étranger.

Bien avant cela, ce sont les étudiants qui ont passé un mois à Am Sinéné. Et vu la nervosité des « sécuocrates » du gouvernement, la série n'est pas prête de s'arrêter. Le tout dans un contexte d'insécurité de tout genre, de crise économique et même de problème d'énergie que les Tchadiens et surtout les N'Djamenois semblent avoir oublié depuis longtemps. Et le Président prolonge entretemps sa retraite studieuse à Am Djarass.

Le climat social bien que décrié, avec cette résolution in extremis qui prolonge la trêve, est toujours malsain. Pour le climat politique, n'en parlons pas surtout que les choses se corsent davantage avec l'arrestation d'Al Habo, leader du PLD et coordonnateur du FONAC.

On constate aisément que nos hiérarques ont opté pour une chose : la politique du bâton. Et même du gourdin. Sans se dire qu'un bâton quelle que soit sa solidité peut se briser un jour. Au Palais rose et sur les montagnes d'Am Djarass, le sommeil est serein surtout qu'on bénéficie de soutiens aveugles et massifs des Américains et des Français, qui voit en ce régime un rempart contre les islamistes et les « agitateurs » de tout poil. Et donc le bâton peut continuer à fonctionner à merveille.

Les services spécialisés de la sécurité sortent de leur rôle traditionnel pour se consacrer à la traque d'« ennemis intérieurs » qui sont, pour beaucoup, de patriotes qui voient les choses autrement. Et qui veulent un changement, souvent par la voie pacifique.

Mais ce qu'il faut craindre dans la tournure que prennent les événements actuellement, ce sont les dérives qui ne manquent en de telles périodes. Idriss Déby Itno, après un quart de siècle sur le trône de Djambal Ngato, ne contrôle pas forcément tous les coins et recoins de ses services de sécurité. Certains « sécuocrates » de sa galaxie agissent sans tenir compte du lendemain. Il faut donc faire attention. C'est bien beau de garantir la sécurité et la quiétude de l'ensemble de Tchadiens, par tous les moyens. Mais attention à la dérive. Attention à l'éternelle politique du bâton car un bâton peut se rompre.

La Rédaction



Immeuble URCOOPEC- Moursal  
Tél. : 22 51 70 28 / Fax 22 51 99 24  
BP 1333 -N'Djaména (Tchad)  
E-mail : temps.presse@intnet.td  
Tél.Port: 66 23 22 15/66 29 03 88

**Directeur de Publication**

**Michaël N. Didama**

Ce numéro est tiré à **4000** exemplaires

Impression : Aubaine Graphic

Edition : Le Temps/Groupes d'études et de Recherches Multi-Entreprises (T/GERME)

Plateforme syndicale- Gouvernement :

### L'heure des vraies négociations commence

Après l'expiration de trois semaines accordées au gouvernement pour trouver une solution aux deux points qui font blocage, c'est une sorte de pré-accord qui sauve in extremis les meubles ce samedi 7 avril. La grève n'a pas repris. Ce qui est un motif de satisfaction du gouvernement et du Président du CNDS qui ont véritablement des sueurs froides. Deux points font blocage dans ces négociations : le décret n°687 /PR/PM/MFB/2016 du 31 octobre 2016 portant réduction des indemnités et primes des agents de l'Etat et la Loi n°32 du 31 décembre relative au droit de grève.

Dans cette résolution, au titre du premier point de blocage, les protagonistes, « tout en admettant le bien fondé des démarches du gouvernement tendant à faire une adéquation entre les recettes et les dépenses dans un contexte de crise aiguë » estiment qu'il « également important de préserver les acquis des travailleurs ».

Le comité technique tripartite qui regroupe le CNDS et les deux protagonistes, s'emploiera, selon les termes de la résolution, à « examiner en profondeur la situation financière et appréciera l'évolution des recettes, en vue de consacrer la préservation de ces acquis ».

A la suite de la réalisation de cet examen, le comité technique tripartite pourra « envisager de demander au gouvernement le repositionnement en baisse du taux de réduction des indemnités s'il y a amélioration substantielle des recettes consacrées par un équilibre budgétaire positif », lit-on dans la résolution.

Au titre du deuxième point c'est-à-dire la loi n°32 du 31 décembre 2016, la résolution relève que le « gouvernement est dans son rôle de réglementer l'exercice du droit de grève pour le bon fonctionnement de l'administration publique ; de même, il reconnaît aux travailleurs le droit de grève comme de revendications dans le respect des dispositions législatives et réglementaires y relatives ».

Le comité technique dit avoir pris bonne note de « l'argumentaire du gouvernement qui se prévaut de la nécessité d'assurer la continuité des services publics et l'équité entre les agents de l'Etat et celui des travailleurs dont les représentants syndicaux invoquent la non-conformité présumée de la Loi 032 aux textes internationaux en particulier la Convention 87 sur la liberté syndicale de 1948 ».

Il est mis sur pied, informe la résolution, « une équipe de relecture des dispositions incriminées dont la mission sera de faire des propositions concrètes compatibles avec les impératifs de légalité internationale, de continuité des services publics, d'équité et de respect du droit de grève ».

Le comité technique dit poursuivre ses travaux pour « identifier les causes de la crise et les moyens d'en sortir, en faisant des suggestions ».

La Plateforme s'engage, de son côté, à « maintenir la suspension de la grève pendant la période de déroulement des travaux du Comité ».

Michael N. Didama



Mahamat Ahmad-Alhabo

# Sur les traces d'Ibni Oumar Mahamat Saleh

Alors qu'il rentrait d'un voyage à l'étranger et c'est à la surprise de tout le monde que l'on apprend que le coordinateur du Front de l'Opposition Nouvelle pour l'Alternance et le Changement Mahamat Ahmad Alhabo s'est vu arraché ses biens personnels.

Selon le communiqué de presse, les agents de l'ANS se sont violemment jetés sur lui et ont arraché ses effets personnels notamment deux Smartphones, deux tablettes, un ordinateur portable, un disque dur externe et des courriers destinés à des tierces personnes. Contre toute attente, les agents de l'ANS ont refusé catégoriquement d'établir un procès-verbal de saisie et ont affirmé haut et fort qu'ils ont agi sur instructions personnelles du président Idriss Déby Itno. La hargne avec laquelle les agents de l'ANS se sont jetés sur M. Mahamat Ahmad Alhabo cache des zones d'ombres. Le comble dans toute cette affaire est que ces agents affirment avoir reçu des instructions personnelles du président Idriss Déby Itno. Cet état de fait est un signal fort du moins un message à l'endroit de tous les hommes politiques qui dénoncent sans cesse la gestion calamiteuse et les dérives graves de la mauvaise gestion de la République du régime au pouvoir.

## Victime de ses convictions

Il faut le dire M Mahamat Ahmad Alhabo fait partie de ceux qui ont mis sérieusement en difficulté le candidat IDI dans des régions considérées à tort ou à raison comme des bastions du MPS. Le mythe de l'invincibilité du MPS dans ces régions a été remis en cause. Depuis cet exploit qui n'est loin du combat de David contre Goliath, le candidat du PLD qui a mis à ses pieds les chaussures de l'illustre Ibni Oumar Mahamat Saleh, qui a disparu tragiquement et dont le parti PLD est orphelin, a montré que le MPS n'a jamais remporté dans les urnes et la transparence, une élection. En acceptant d'être le coordinateur du Fonac né sur le principe de ne pas reconnaître un pouvoir illégal et illégitime et de facto cherchant à faire respecter le choix du peuple tchadien, le MPS lui garde sûrement dent sinon une rancune tenace. Tout semble mis en œuvre pour lui faire obstruction.

L'ordre reçu par les agents de l'ANS confirme bien les propos du coordonnateur du Mouvement d'Eveil citoyen (MECI) Dobian Assingar dans une de ses interview-saccardées un organe de presse de la place « quand le chef de l'Etat dit qu'il surveille personnellement et avait sur la table la liste des personnes qu'il surveille personnellement et au moindre geste, il va les frapper dur et d'autre part il déclare que je foutrais tous en taule ». La confiscation des effets personnels de M Mahamat Ahmad Alhabo est-il la mise en œuvre de ce plan d'IDI pour museler tous les opposants radicaux? C'est sans doute aussi une autre manière toute simple de discréditer le coordinateur et discréditer toutes les actions du Fonac. Car dans un communiqué de presse, le Fonac appelle ses militants, ses sympathisants, toute la jeunesse tchadienne et l'ensemble du peuple tchadien à rester mobiliser et à continuer la lutte. Il réitère son rejet total de ce pouvoir illégal et illégitime issu du holdup électoral. Par ailleurs, le Front de l'opposition Nouvelle pour l'Alternance et le Changement informe l'opinion nationale qu'il publiera un important mémorandum le 21 avril 2017.

Ces agissements des agents de l'ANS traduit bien aussi la manifestation la plus extrême du caractère très frileux ou encore l'état d'âme du régime au pouvoir en toute chose. Ce régime voit des ennemis partout. Même si un coq chante ou un cheval hennit, il sursaute. Le pouvoir MPS



Mahamat Ahmad-Alhabo / Photo DR

n'accepte plus aucune contestation. Toujours prompt à réprimer toutes formes contestations. Sous le règne d'IDI le sens premier du terme démocratie a été galvaudé par les caciques du pouvoir sinon les ténors du MPS. C'est pourquoi quand les opposants, les leaders de la société civile, décident d'organiser une manifestation ou une marche pacifique voire un meeting ou une simple réunion, toutes les forces de l'ordre et de sécurité se pointent sur tous les grands axes de la capitale pour empêcher toute tentative. Alors qu'en 1990 Idriss Déby affirmait tout haut « je ne vous apporte ni or ni argent mais la liberté ». Mais aujourd'hui l'on peut se demander quelle liberté faisait-il allusion? Naturellement, on pourrait aisément répondre sans inquiétude que la liberté à laquelle IDI fait allusion est « une liberté liberticide ».

## L'histoire fourmille d'événements.

Sinon comment comprendre que dans un pays dit démocra-

tique, de surcroît un pays de droit, les agents de l'ANS puissent arracher les effets personnels M. Mahamat Ahmad Alhabo, coordonnateur du Fonac? Le plus grave est que, ces agents ont refusé catégoriquement d'établir un procès-verbal de saisie. Une première au Tchad et nulle part ailleurs. Mais attention! L'histoire fourmille d'événements. C'est sous le règne d'Idriss Déby Itno que le chômage a crevé le plafond et la protection sanitaire des travailleurs a fait un grand bond en arrière. La formation est devenue rare et l'emploi aléatoire. La confiance que les Tchadiens de tout bord, excepté les militants du MPS, doivent avoir, est en berne. L'heure est au doute et à la peur. Le Tchad est entré dans une période incertaine. La situation que traverse le pays n'augure rien de bon. Ces soubresauts sont des signes avant-coureurs des chocs qui vont ébranler la cohésion sociale. Jusqu'où ira le pouvoir MPS avec ces manœuvres qu'il concocte pour museler tous ceux qui dénoncent la mauvaise gouvernance? Rien n'est éternel! Tenez-vous bien! Les peuples contrairement aux chefs d'Etat sont éternels. La confiscation des effets personnels dont est victime le coordinateur du Fonac est une alerte. L'histoire ne s'oublie jamais, la disparition de Ibni Oumar Mahamat Saleh est restée gravée dans les mémoires. Un message que les Tchadiens ne comprendront pas quand viendra l'heure de la rétribution.

Dieudonné Pechene

## LE DRAME DE GOURO

Dans la journée du mercredi 05 avril 2017, un incident grave s'est déroulé à Gouro dans la région de l'Ennedi Ouest. Une femme du nom Nebido Abdallah Youssou mariée et mère de plusieurs serait sortie de chez elle tôt le matin pour aller chercher des pailles séchées pour ses animaux qu'elle élève chez elle. A midi, comme à l'accoutumée, la femme ne regagne pas la maison. Préoccupés, ses frères et enfants vont à sa recherche, ils la retrouvent morte, assassinée, jetée au pied d'un palmier dattier. Spontanément un groupe des personnes se met à rechercher ces présumés assassins. Ils se basent sur les traces des pieds de ces assassins qui les conduisent curieusement devant le camp militaire, à une distance d'environ 700 mètres.

Trouvant cette situation injuste, ce groupe des jeunes se met à affronter les militaires déjà soupçonnés. C'est une véritable bagarre qui se déclenche entre ces jeunes révoltés et

les militaires. Dans la foulée, des tirs sans sommation des militaires ont occasionné deux blessés graves. Il s'agit des jeunes Ahmat Ali Koko et Rozzi Abdallah qui sont respectivement admis à l'hôpital de la référence nationale. Mais, les présumés assassins sont toujours restés inconnus.

Dans son communiqué de presse du 07 avril 2017, l'Association dénommée NIME TOMA, par le biais de son coordinateur Youssouf Djouma Issa a condamné cet acte qu'il qualifie de barbare. Selon les termes de ce communiqué, NIME TOMA appelle la population au calme et à la retenue et demande à l'Etat de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que, d'une part, les auteurs du crime soient retrouvés et punis conformément à la loi, et d'autre part, que les auteurs des tirs soient auditionnés pour que justice soit rendue. (Prévoir un cadre photo pour les deux victimes)

Djidda Mahamat Adoum



**Constitution d'une liste restreinte d'Experts d'accompagnement pour les bénéficiaires du Fonds à Coûts Partagés (FCP) du Projet d'Appui aux Chaînes de Valeur (PACV)**

*Ouverture de l'avis de MI : 04 avril 2017  
Clôture de l'avis de MI : 28 avril 2017 à 10h au plus tard.*

Le Gouvernement de la République du Tchad a bénéficié d'un Don de l'Association Internationale de Développement (IDA), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce Don pour effectuer des paiements au titre du contrat établi avec les experts d'accompagnement, chargés d'appuyer les bénéficiaires pour le montage de leur dossier de subvention au Fonds à Coûts Partagés (FCP) du Projet d'Appui aux Chaînes de Valeur (PACV).

Les prestations de l'Expert d'accompagnement concernent :

- Coordonner l'ensemble des activités préparatoires pour le montage de la requête de financement conformément aux procédures du manuel FCP
  - Réalisation d'un diagnostic rapide du bénéficiaire pour confirmer le besoin d'appui
  - Appui à la préparation des TDR et des spécifications techniques pour les acquisitions et les aménagements ;
  - Appui au recrutement des prestataires/fournisseurs de biens et services conformément aux procédures du manuel du FCP;
- En cours d'exécution de la prestation : Il assure le rôle d'intermédiaire permanent entre le prestataire, le bénéficiaire et le FCP pour toute question intéressant l'exécution des prestations ;
- En fin de travaux, il assiste le bénéficiaire pour le montage de sa demande de remboursement et ou de paiement.

Le Coordonnateur du PACV invite les personnes physiques de la zone du Projet intéressées à fournir une lettre de manifestation d'intérêt et un CV complet comportant les références concernant l'exécution et l'expérience de consultations analogues. Elles doivent :

Les conditions d'éligibilités sont :

- Etre en fin de formation de cycle supérieur (BAC+4) et n'ayant pas encore intégré le monde de l'emploi et être âgé de trente-cinq (35) ans au maximum;
- Maîtriser de l'outil informatique ;
- Etre parrainé par un cabinet ou bureau d'études reconnu ;
- Disposer d'un moyen de déplacement ;
- Justifier de compétences dans l'élaboration de rapports ;
- Accepter de travailler dans les régions de couverture du PACV.
- Avoir une bonne connaissance de la zone d'intervention du projet sera un atout
- Maîtriser au moins une langue locale parlée dans la zone du projet.

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires, y compris les termes de référence à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : du lundi au jeudi de 8h 30 à 15h 00 et le vendredi de 8h à 11h 30.

Les manifestations d'intérêt doivent être adressées au Coordonnateur du PACV et déposées au secrétariat de l'Unité de Coordination/Projet d'Appui aux Chaînes de Valeur /Ministère de l'Elevage, BP 750, Route de Farcha Ndjama, tous les jours ouvrables de 8h à 15h sauf le vendredi de 8h à 11h30.

Fait à N'Djamena le 03 avril 2017

Le Coordonnateur du PACV



**ATTEÏB MAHAMAT SALEH KAYA**  
Ministère de l'Elevage et de la Pêche  
Unité de Coordination/Projet d'Appui aux Chaînes de Valeur (PACV)  
SECRETARIAT GÉNÉRAL



AVIS D'APPEL D'OFFRES

Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) au Tchad a l'intention de signer un accord à long termes avec une entreprise ou un réseau des taxis capables de fournir à l'intérieur de la ville de N'Djamena le service de transport urbain.

Les entreprises intéressées sont invitées à retirer les dossiers d'appel d'offres à l'UNICEF tous les jours de 9 h00 à 16 h00 du lundi à jeudi et les vendredis de 9h00-12h30 à compter du lundi 10 avril 2017. La date de clôture pour dépôt des d'offres est, le lundi 24 avril 2017 à 10h00, l'ouverture des offres techniques aura lieu le même jour à 11h00.

Sont éligibles, toutes les entreprises ou réseau des taxis légalement établies sur le territoire tchadien et disposant des documents administratifs et fiscaux suivants:

- Autorisation de Fonctionner,
- Registre de commerce,
- Numéros d'Identification Fiscal,
- Quitus fiscal de 2016,
- Attestation de non faillite et de non liquidation judiciaire datant de moins de trois(3) mois,
- Attestation de mise à jour à la CNPS en cours de validité,
- Police d'assurance de catégories d'usage 4 ou 8 auprès d'une compagnie agréée de la place.

Les documents relatifs a cet appel- d'offres sont disponibles au service des Approvisionnements et Logistique au Bureau UNICEF - N'Djaména, sis route de l'Aéroport, Rue 1039, BP 1146, Tchad.

**« Pour le retrait du document d'appel d'offre, vous devriez obligatoirement signer et apposer le cachet de votre société/entreprise sur la fiche d'accusée de réception. Merci d'apporter votre cachet au moment du retrait du document au bureau de l'UNICEF».**

AD

unicef  | pour chaque enfant

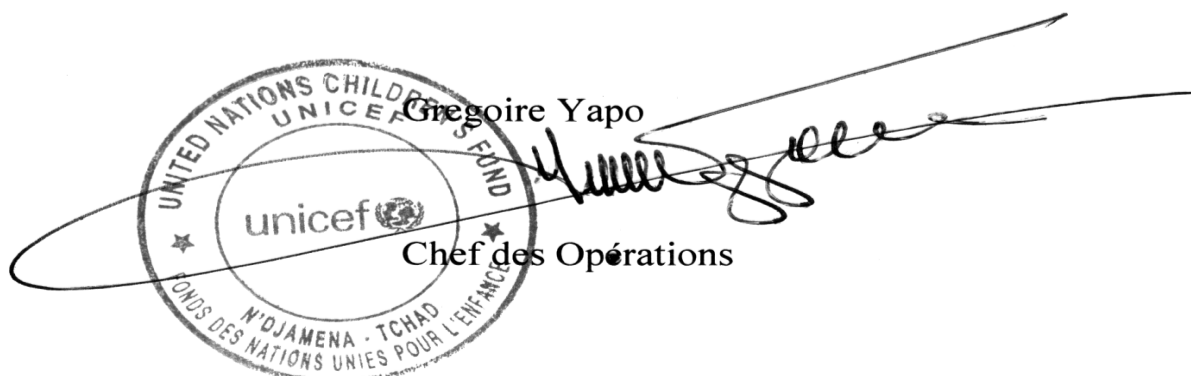
APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

Appel à manifestation d'intérêt pour la mise en œuvre du programme de Coopération Tchad-Unicef dans le secteur de l'Education.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de Coopération entre le Gouvernement du Tchad et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique (MENPC) et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) voudraient procéder à la sélection des partenaires ayant une expertise avérée dans le domaine de l'Education y compris l'éducation en situations d'urgence. Les partenaires en Education intéressés sont invités à retirer les dossiers auprès des services des approvisionnements à l'adresse ci-dessous :

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) - N'Djaména, Sis route de l'Aéroport, Rue 1039, BP 1146, Tchad.

N.B : Les manifestations d'intérêt doivent être envoyées au plus tard le 24 avril 2017 à 14 heures.


  
 Gregoire Yapo  
 Chef des Opérations

Nadjo Kaïna

# Prisonnier de la liberté

Depuis le 6 avril, au soir que le porte-parole de la plateforme Iyina et Coordonnateur de la Campagne "Tournons la page", Palmer Nadjo Kaïna est sous les verrous dans des conditions de détention que seule l'Agence Nationale de Sécurité (ANS) peut savoir. Le péché reproché à l'ancien président de l'Union Nationale des Etudiants Tchadiens (UNET), c'est d'appeler à une journée de mémoire pour le hold-up électoral du 10 avril 2016.

Privé de sa liberté pour la liberté des Tchadiens. C'est ce que l'on peut dire de la situation de Nadjo Kaïna aujourd'hui. A peine un an après sa libération en compagnie de Mahamat Nour Ibedou, secrétaire général de la CTDDH, de Céline Narmadji, porte-parole de "Trop C'est Trop", de Younous Mahadjir de l'UST et de Dr Albissaty Alhazam pour avoir appelé au retrait de la candidature d'Idriss Déby Itno, l'enfant prodige des Tchadiens y retourne relativement à la même période. Mais seulement, kidnappé et discrétionnairement gardé entre les griffes de l'ANS. Nadjo Kaïna en a-t-il fait trop ? Ses détracteurs peuvent être libres de leur conviction, mais, lui, a la sienne : « Il est temps, et surtout grand temps, que la société civile tchadienne tourne aussi la page de la division, des conflits de leadership, d'intérêt personnel et des coups bas stériles pour œuvrer, main dans la main afin de restaurer une réelle démocratie au Tchad », proclame-t-il le 25 mars dernier lors du lancement des activités de la Campagne "Tournons la page" dont est il le coordonnateur national. C'est pour l'instauration de cette réelle démocratie que Nadjo Kaïna a importé la Campagne "Tournons la page", une initiative commune des mouvements de la société civile africaine et du monde entier qui s'engagent pour le refus des régimes dynastiques, des coups d'Etat constitutionnels mais pour la défense de l'Etat de droit qui passe par un sursaut démocratique dans chaque pays. La stratégie de lutte de cette nouvelle plateforme internationale est de créer une synergie d'action comme l'explique Nadjo Kaïna lors du lancement des activités : « Cette campagne "Tournons la page" a pour ambition de rassembler le plus largement possible, au-delà des clivages politiques, ethniques, religieux et de favoriser les synergies entre une diversité d'acteurs mobilisés pour la défense des droits humains et de la démocratie sur le continent africain ».

Dans l'esprit de l'une des missions que cette nouvelle plateforme se donne qui consiste à « Mettre fin à la confiscation du pouvoir et de promouvoir le respect des règles et principes démocratiques dans les pays d'Afrique subsaharienne », Nadjo Kaïna a appelé à une « La Journée Iyina » (NDLR : Journée Nous sommes fatigués, en arabe local), pour le 10 avril dernier. Ce que le secrétaire général de la Convention Tchadienne pour la Défense des Droits de l'Homme (CTDDH), Mahamat Nour Ibedou appelle « une journée de colère nationale » contre la confiscation illégale du pouvoir.

Le but de la manifestation, c'est de protester contre le vol du vote des Tchadiens à la présidentielle du 10 avril dernier. A cette date anniversaire, Nadjo Kaïna et les autres activistes de la société civile appellent à une marche à travers la capitale, N'Djaména et les grandes villes du pays.

## Etouffé dans l'œuf

Dès le lendemain de cet appel à manifester, son principal initiateur, Nadjo Kaïna, fut kidnappé le 6 avril, à 18 heures, par l'ANS alors qu'il venait de finir une réunion préparatoire avec ses amis. Un autre de ses amis le livra. « Les amis sont partout, mais les ennemis sont plus proches », dit la sagesse africaine. C'est souvent des mains des plus proches, amis, collaborateurs, époux ou épouse, etc. que les héros sont livrés. Samson par Délila son amour, Jésus le Christ par son disciple Judas Iscariote (et la liste reste ouverte). Ces proches agissent-ils par complicité, par intérêt, sous la menace ou par naïveté ? La question reste posée. Mais ce qui est certain, c'est que cette méthode depuis toujours par l'ANS marche à merveille. Nadjo Kaïna, selon nos sources d'information, fut appelé au téléphone par un de ses grands amis, l'invitant à le rejoindre à un endroit connu des deux. C'est alors que, dès son apparition, il fut cueilli par les éléments de l'ANS pour ne plus être revu jusqu'à présent. Son ami, lui, peut dormir tranquille pendant que le sort de Nadjo Kaïna n'est connu ni de sa famille, ni de ses avocats, ni de ses amis.

## « Un révolutionnaire est arrêté, mais pas la révolution »

Cependant, la lutte ne semble être étouffée pour autant. En effet, à l'absence de l'initiateur de cette journée, la plateforme MECI a hérité du projet pour appeler à une plus grande démonstration de mécontentement non seulement pour la triste commémoration, mais aussi pour exiger la libération de Nadjo Kaïna. Des consignes sont données sur les lieux de rassemblement, les itinéraires, le point de convergence, l'accoutrement, les conduites à tenir, etc. Dans son appel lancé, le Mouvement d'Eveil Citoyen (MECI) corse davantage encore la menace. Alors que la campagne "Tournons la page" de Nadjo Kaïna à une simple expression vestimentaire, MECI invite la jeunesse et la population dans son ensemble à une marche et un gigantesque rassemblement au siège de la CENI. Le siège de la CENI, en fait, est devenu le symbole du hold-up électoral. Les initiateurs de cette mani-

festation y prévoient un rassemblement pour une série de témoignages et d'interventions des membres de la CENI et celles des représentants des candidats aux bureaux de vote. Pour les leaders de MECI qui ont poursuivi le projet muri ensemble avec Nadjo Kaïna et les autres activistes, « Il est inconcevable que le choix du peuple soit volé et qu'il lui soit interdit de manifester son mécontentement ». Plaidant le sort de leur ami de lutte, ceux-ci clament que « Les arrestations et les intimidations opérées à l'encontre des leaders des mouvements sociaux ne peuvent continuer impunément. » Et dans leur hourra lancé dans l'appel à manifester, ils galvanisent la jeunesse : « Ils ont arrêté un révolutionnaire en la personne de Nadjo Kaïna, mais jamais arrêter la révolution. » L'appel qui a eu un écho de la part de certains jeunes, habillés en rouges, qui se rendent à la Bourse de travail où la police, très active durant toute la journée du 10 avril, les attendait déjà. Une dizaine de ces jeunes sont pris, sans résistance, pour être conduits dans les commissariats.

Ces jeunes qui viennent de rejoindre celui auquel ils sont en passe de s'identifier comme leader et héros pour une lutte justes, Nadjo Kaïna, viennent gonfler la liste de ceux que pouvoir du MPS cherche à tout prix à zigouiller. Car, depuis un certain temps, le pouvoir de Déby se comporte comme si un messenger de Dieu venait de lui annoncer la naissance d'un Messie qui lui ravira le pouvoir. Comme ce fut le cas au temps du roi Hérode de Galilée, les kidnappings, les tortures, les interpellations, les disparitions, la mise sur écoute de certaines personnalités, etc. font penser au massacre des nouveau-nés de la ville de Rama et ses environs dans l'espoir d'éliminer le Christ. Par peur bleue du mal de la décennie 2010 – la révolution des mouvements sociaux – le régime répressif d'Idriss Déby a le mal de chien de tirer sur toutes les voix qui s'élèvent dans la société civile. Mais à vouloir éliminer tous les porte-voix de la population, IDI et son régime arriveront-ils à arrêter le mécontentement des Tchadiens ? L'ancien ministre français, Michel Debré n'a-t-il pas dit : « Les hommes ne manquent pas : les révolutions en découvrent toujours ». Alors, l'on peut passer tout son temps à casser les thermomètres qui indiquent l'état fébrile du malade, mais tant que la racine du malaise n'est pas éliminée, la fièvre montera toujours.

Nathan Leubnoudji Tah

unite for  
children

unicef 

N'Djaména le 12 avril 2017

## Appel à manifestation d'intérêt pour la mise en œuvre du programme de Coopération Tchad-Unicef dans le secteur de la Nutrition.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son programme de Coopération entre le Gouvernement du Tchad et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Ministère de la Santé Publique et le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) voudraient procéder à la sélection des partenaires ayant une expertise avérée dans le domaine de la Nutrition des adolescents, femmes enceintes et allaitantes, enfants de 0 à 5 ans. Les partenaires en Nutrition intéressés sont invités à retirer les dossiers auprès des services des approvisionnements à l'adresse ci-dessous :

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) - N'Djaména, Sis route de l'Aéroport, Rue 1039, BP 1146, Tchad.

**N.B :** Les manifestations d'intérêt doivent être envoyées (par e-mail) au plus tard le 01 mai 2017 à 14 heures.

« Pour le retrait du document d'appel d'offre, vous devriez obligatoirement signer et apposer le cachet de votre société/entreprise sur la fiche d'accusée de réception. Merci d'apporter votre cachet au moment du retrait du document au bureau de l'UNICEF ».





## Pauvreté et cherté de vie

# Comment les Tchadiens peuvent-ils s'en débarrasser?

Comment les tchadiens peuvent-ils lutter contre la pauvreté et la cherté de la vie

Le Tchad est-il riche et aussi bien armée financièrement, médicalement pour vaincre la pauvreté ? Quelles sont les causes de la pauvreté qui nous gangrènent ?

Nombreux sont ceux qui bénéficient des progrès techniques réalisés. Il n'est qu'à voir, dans beaucoup de ses villes, les armadas de voitures flambant neuves qui envahissent les rues de ses grandes villes.

Les centres commerciaux (les alimentations) regorgent de derniers gadgets, et les acheteurs ne manquent pas. Toutefois, il existe une multitude de laissés-pour-compte. Le contraste criant entre les riches et les pauvres a amené beaucoup d'observateurs à conclure qu'il est impérieux de combattre la pauvreté au pays de Toumai. Comment aider ce pays au contraste géographique, politique et social à lutter contre la pauvreté. Les causes de la pauvreté au Tchad sont nombreuses.

Les causes les plus profondes sont d'ordres social, économique, culturel, politique et climatique. La pauvreté touche des millions de personnes, notamment dans les zones rurales. La pauvreté est une cause de malnutrition. La malnutrition réduit l'aptitude au travail, ce qui accroît d'avantage la pauvreté.

D'autres éléments entrent en jeu : le manque d'instruction, qui génère de mauvaises habitudes alimentaires ; les maladies ; les causes socioculturelles, comme la répartition inégale de la nourriture et la discrimination à l'égard des femmes. Dans certaines régions les femmes et les enfants ne doivent pas manger les œufs voir même le poulet pour les femmes.

Elles n'ont pas accès à l'éducation qui les rendent plus aptes à protéger la santé de leurs enfants.

## Aide au développement :

Les aides aux développements passent par l'Etat, les ONG en assurent la mise en œuvre. Ces ONG sont souvent déployées vers l'Est et le Nord et quelques rares au Sud pour s'occuper des réfugiés.

Cependant, bien que les propositions de ce genre donnent l'impression que les choses vont dans le bon sens, il faut noter qu'il y a aussi de nombreuses raisons de douter des résultats. Si la plupart des pays sont réticents à donner de l'argent, c'est parce que les fonds versés parviennent rarement à ceux à qui ils sont destinés. Effectivement, on peut déplorer que, du fait de la corruption et d'une bureaucratie tatillonne, une grande partie des sommes versées par les gouvernements, des organismes internationaux et des particuliers ne parviennent jamais à ceux qui en ont vraiment besoin.

## La pauvreté menace toujours la santé

Pour des centaines de millions de personnes otages de la pauvreté, ces avancées dans le domaine de la santé demeurent imperceptibles. Elles vivent majoritairement dans des pays pauvres où les maladies prélèvent un lourd tribut, où les perspectives sont des plus décourageantes et où l'espérance de vie est courte. Commentaire du docteur Hiroshi Nakajima, ancien directeur général de l'OMS : " Certains écarts entre la santé des riches et celle des pauvres sont au moins aussi importants qu'il y a un demi-siècle. " Il est malheureusement plus exact de dire que ces écarts se creusent, ce que confirme un expert de l'OMS : " Les pays en développement subissent en fait un double fléau. Ils sont frappés par la montée des nouvelles maladies chroniques alors qu'ils sont toujours aux prises avec le reliquat des maladies tropicales. "

**LA PAUVRETÉ** est l'une des principales causes de malnutrition. Si beaucoup de gens ne savent pas ce qu'est la faim, des millions d'autres font rarement des repas nutritifs. "À la maison, nous mangeons tout ce qui se présente", témoigne un nous, père de six enfants. Leur menu se limite souvent à de « charmout », la viande séchée à provenance douteuse achetée sur le marché accompagnée d'une boule de mil local.

## La pauvreté au quotidien

**Mahamat vit à Mongo avec sa femme et leurs cinq enfants.** Le sixième est mort du paludisme. " Mon père a dû diviser son terrain en six, raconte-t-il. Ma part était si petite que j'ai été obligé de m'installer dans un village avec ma famille. Pour vivre, ma femme et moi transportons des sacs de pierres et de sable pour vendre. Notre maison n'a pas de fenêtres. Nous allons chercher l'eau à

un puits au poste de police. Nous faisons en général un repas par jour, mais lorsqu'il n'y a pas de travail, nous ne mangeons pas dans la journée. Quand cela arrive, je sors, pour ne pas entendre les pleurs des enfants qui déclament à manger. "

**Victor et Djim sont cordonniers.** Avec leurs cinq enfants, ils habitent une ville isolée du Tchad. Ils louent une chambre dans une maison en pisé délabrée, sans électricité et dont le toit en tôle fuit. L'école étant saturée, Victor a dû fabriquer à sa fille un hangar pour qu'elle puisse suivre les leçons. Djim et lui parcourent 10 kilomètres à pied pour couper le bois servant à cuisiner et à faire bouillir l'eau de boisson. " Nous n'avons pas de toilettes, déplore Djim. Nous devons descendre au bord de la rivière, dans laquelle les gens se lavent et jettent leurs ordures. Les enfants tombent souvent malades. "

**François et Payam vivent dans une région rurale de Léré.** Ils n'ont plus que quatre enfants en bas âge ; le cinquième est mort du paludisme, faute d'avoir été admis à l'hôpital. Sur leur lopin de terre, ils cultivent des arachides du manioc et de patates douces pour tenir dans l'année. " Parfois, la pluie ne tombe pas assez, ou des maraudeurs nous volent la récolte, dit François. Alors je gagne un peu d'argent en coupant et en vendant des bois de construction. Nous allons aussi chercher du bois de chauffe dans la brousse, à deux heures de marche. Ma femme et moi en rapportons un fagot chacun : l'un pour cuisiner la semaine et l'autre pour le vendre. "

**Monodji Laurent, un maître communautaire dans la zone pétrolière,** lui a préféré se donner la mort avec ses quatre enfants ce mois de mars 2017. Cet enseignant accuse trente-six mois d'arriérés de subsides soit trois ans sans salaire. Comme il n'est pas capable de nourrir ses enfants, pour lui il faut mieux partir au ciel avec ses enfants au près de Dieu que de souffrir. Sa fille a survécu car il l'a jetée dans le fleuve pour la noyer à cause de ses cris. Mais elle a été sauvée des eaux le lendemain par des pêcheurs. Pendant ce temps sa femme est partie présentée ses condoléances à une proche endeuillée.

## Pourquoi la vie est-elle si chère ?

Parfois, les gouvernements eux-mêmes connaissent de graves difficultés financières. Par exemple, dernièrement, le gouvernement tchadien a été contraint d'annuler une hausse des salaires promise de longue date, après avoir découvert, à sa grande confusion, que le trésor public ne lui permettait pas de payer la note.

Même les économistes semblent se heurter aux difficultés qu'on peut énumérer :- **La fragilité du système économique international**

L'interdépendance mondiale. Un financier international a fait cette observation : « Le monde forme un tout. Notre économie est mondiale. (...) L'idée d'une solution unilatérale pour une économie mondiale n'a aucun sens » Voilà pourquoi une récession dans les pays occidentaux se répercute rapidement sur les pays pauvres, sous la forme d'une diminution de la demande en faveur de leurs produits. Pour le Tchad par exemple, la baisse du prix du pétrole brut, du coton.

De même, une hausse des taux d'intérêt dans ces pays se traduit pour les pays d'Afrique et d'Amérique latine par des difficultés accrues à rembourser les intérêts de leurs dettes. D'une manière générale, plus un pays est pauvre, moins il a d'influence sur l'économie internationale, et plus il est vulnérable aux tendances défavorables.

En raison de l'interdépendance des nations, le déclin d'une économie entraîne le déclin du système économique mondial.

## - La légèreté dans l'utilisation des fonds public

Ces dernières années, les dépenses militaires du Tchad ont considérablement augmenté. Les différentes expéditions des forces de sécurité hors de nos frontières ont plongé le pays dans une impasse économique, avec des conséquences que traverse aujourd'hui le pays. Il est vrai que la question sécuritaire est devenu la préoccupation des nations au monde, mais cela ne peut pas justifier la pauvreté actuelle. En 1987, le monde aurait dépensé mille milliards de dollars en armement, soit environ 1,8 million de dollars par minute. Les pays riches n'ont pas l'exclusivité de ce gaspillage; certains des pays les plus pauvres du monde prévoient en effet d'augmenter leur budget militaire de 10 % tous les ans.

Expliquant les conséquences sociales et économiques

qu'entraînent ces dépenses militaires dans le tiers monde, l'économiste John Galbraith a dit: "Ceux qui paient ces armements sont les plus pauvres parmi les pauvres. Ces achats se font au détriment d'investissements civils qui permettraient de réduire le coût de la vie; ils se font au détriment du pain lui-même."

"Éléphants blancs." On raconte qu'un roi de Siam avait coutume d'offrir un éléphant blanc à ceux de ses courtisans qu'il n'aimait pas. L'animal étant jugé sacré, on ne pouvait lui faire faire aucun travail. Son entretien conduisait donc son malheureux propriétaire à la ruine. Certains investissements au Tchad conduisent le pays à la ruine. Car de tels "éléphants blancs", coûteux et irréalistes, avaient pour seuls objectifs les partages de l'argent entre certaines personnes, spécialistes de l'enrichissement sans cause. Les exemples de certains investissements qui encombrant le paysage économique de notre pays sont: l'usine de jus de fruits de Doba, la cimenterie de Pala constamment arrêtée par manque de maintenance. Pour faire face à la pauvreté le gouvernement doit connaître le nombre de sa population, le taux de croissance démographique. Cette connaissance est très importante car elle permet de faire des projections dans le domaine sanitaire, politique d'habitat, les bouches à nourrir etc.

## - La croissance démographique

Dans de nombreux pays, l'explosion démographique contribue à la dégradation du niveau de vie. La construction de logements et d'écoles, la création d'emplois et la production alimentaire ne suffisent pas à satisfaire la demande sans cesse croissante.

L'augmentation de la population oblige l'Etat à créer des milliers d'emplois par an, et ce pour maintenir le chômage à un taux acceptable. Au Tchad en raison du rapide accroissement de la population-aggravé par l'exode rural, les importations de denrées alimentaires ont été multipliées par quatre ces dernières années, et à N'Djamena le niveau de vie s'est délabré. Le chômage et l'impossibilité de pourvoir aux besoins d'une famille nombreuse conduisent des pères désespérés à abandonner les leurs, voire à se suicider. A cela s'ajoute le système économique mondial

## - Les faiblesses inhérentes au système économique mondial.

Les faiblesses liées au système économique de notre pays sont : Manque de prévision économique, corruption, avidité et poids de la dette pour ne citer que celles-ci.

Il est notoire que la prévision économique n'est pas une science exacte.

Le problème vient du fait que, même dans les pays développés, les experts ont du mal à comprendre exactement le processus; quant aux pays du tiers monde, l'absence d'informations précises rend toute explication quasiment impossible.

Corruption et avidité. Les chefs d'État de certains pays d'Afrique et d'Asie sont accusés de détourner à leur profit des milliards de dollars. Parfois, des responsables de la police et des hommes d'affaires de premier plan sont aussi impliqués dans des escroqueries portant sur des millions de dollars. D'une manière générale, ces sommes énormes sont détournées de programmes destinés à l'amélioration des conditions de vie des gens du peuple. La corruption qui sévit à l'état endémique à tous les niveaux mine gravement l'économie d'un nombre incalculable de ce pays, ce qui a pour conséquence d'alourdir encore un peu plus le fardeau financier qui pèse sur la masse des pauvres.

L'avidité et l'absence de scrupules qui caractérisent le monde commercial sont des facteurs qui, eux aussi, contribuent à la hausse du coût de la vie. Par exemple, grâce à des techniques de vente agressives, les multinationales du tabac sont parvenues à persuader des millions de miséreux de gaspiller leurs maigres ressources en cigarettes. Par exemple le pays est inondé de cigarettes à fort taux de goudron, donc dangereuses pour la santé, sans que les consommateurs soient avertis des risques encourus. Pendant ce temps, la courbe des maladies liées au tabac grimpe parallèlement à celle du coût de la vie. Tout ce qui précède signifie-t-il que la crise actuelle est insoluble? L'économie tchadienne est-elle incapable de permettre à chaque tchadien de vivre décemment?

# La gifle de Kigali

**En Algérie, le Noir africain noir est moqué, méprisé, insulté, maltraité et rejeté. Jamais au grand jamais, le racisme anti-subsaharien n'a été aussi puissant, aussi enraciné dans notre société. La presse, les gendarmes, la police et même les députés et les hauts responsables banalisent ce racisme et trouvent des justifications aux dérives dont sont victimes les migrants subsahariens dans notre pays.**

L'Algérien n'aime pas l'Afrique. Il ne se sent pas africain. Il se sent arabe, musulman, berbère, mais en aucun cas africain. Et en tournant le dos au continent qui promet les plus belles perspectives de croissance dans le monde, les Algériens ratent une opportunité précieuse pour entrer dans la modernité. Une opportunité que vient de nous voler le petit Rwanda. Un petit pays de l'Afrique australe cent fois plus petit que l'Algérie. Le Rwanda ne fait même pas la taille de la wilaya d'Alger. Un pays qui a connu, en 1994, l'un des génocides les plus terribles de l'histoire de l'humanité. Plus de 800 mille morts en quelques heures. Des personnes massacrées avec une cruauté sans pareille.

Pourtant, en dépit de tous ces épisodes malheureux, le Rwanda a enclenché un processus de crois-

sance très dynamique. Sous la coupe du président Paul Kagamé, un dirigeant certes controversé mais ô combien efficace, ce petit pays se métamorphose et se distingue par une bonne gouvernance. Ce petit pays enclavé de 12 millions d'habitants connaît un essor certain, reléguant ses traumatismes au rang de fâcheux souvenir. Et aujourd'hui, tout semble bien marcher car la croissance culmine à 6,8% en 2016, après avoir atteint 6,9 en 2015, et 7% en 2014. Des performances rendues possibles notamment grâce au secteur des services et à l'agriculture.

Ces "Noirs méprisés" par les Algériens ont lancé aujourd'hui l'écosystème de la connaissance". En effet, alors que la grande Algérie riche et prospère par ses pétrodollars abandonne ses universités à la pénurie des moyens pédagogiques,

le petit Rwanda lance l'ambitieux projet d'un institut africain pour les sciences mathématiques (AIMS). Pour un simple financement de 50 à 60 millions de dollars sur cinq ans, la capitale rwandaise s'offre le plus important institut de recherche de tout le continent. Kigali accueillera même le prochain « Next Einstein forum » en 2018...

Grâce à cet institut, le Rwanda accueillera le physicien belge François Englert, lauréat du prix Nobel, ainsi que le cosmologiste sud-africain Neil Turok. Scientifique de premier plan basé au Canada, ce dernier a fondé, en 2001, l'AIMS au Cap, en Afrique du Sud, avec le projet d'en faire une petite école destinée à dispenser une formation scientifique d'excellence à de jeunes Africains venus de tout le continent. Avec à peine 50 à 60 millions de dollars, le petit Rwanda a

franchi un pas important sur la voie de la modernité. Sa cote auprès des investisseurs ne cesse de croître et son image de pays dynamique séduit de plus en plus les investisseurs. Comme quoi, il ne faut ni des réserves de changes, ni des pétrodollars, ni du gaz de schiste pour développer un pays. Au pays de Kagamé, cette philosophie donne des fruits. Au pays de Bouteflika, on préfère toujours jeter des milliards dans les grandes mosquées, les logements sociaux, les subventions tous azimuts ou les équipements militaires et le recrutement des policiers, alors que la connaissance est... tout bonnement ignorée. A coup sûr, le bon sens n'est pas la chose la mieux commune en Algérie.

(Par Abdou Semmar, 4 avril 2017, Algérie Focus)

**Banque d'Afrique centrale :**

## Trois épines dans les pieds du nouveau gouverneur

**Baisse des cours du baril de pétrole, réserve de change, franc CFA..., les équations qui attendent le Tchadien Abbas Mahamat Tolli, nouveau gouverneur de la BEAC.**

En prenant ses fonctions de nouveau gouverneur de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) à Yaoundé, au Cameroun, ce vendredi 31 mars, le Tchadien Abbas Mahamat Tolli sait que de nombreux dossiers l'attendent avec une certaine urgence. Au programme de ces tout prochains mois, notamment, il est attendu pour relever le défi du retour de la croissance, le débat sur l'avenir du franc CFA. Mais plusieurs autres chantiers font encore du surplace dans la sous-région. Succédant à Lucas Abaga Nchama à la tête de la banque des six États d'Afrique centrale (Cameroun, Gabon, Congo, Centrafrique, Tchad et Guinée équatoriale), Abbas Mahamat Tolli doit gérer les conséquences de la baisse des cours du baril de pétrole pour les six économies depuis 2014. Mais cet impératif est une priorité, parmi tant d'autres.

Enrayer la fonte des réserves de change

L'ancien ministre des Finances du

Tchad veut enrayer la fonte des réserves de change – 5,9 milliards de dollars en août 2016 contre 15,1 milliards de dollars fin 2014. Des chiffres qui inquiètent le Fonds monétaire international (FMI). Les six États de la Communauté économique d'Afrique centrale (Cemac) sont actuellement en négociation avec le FMI, qui devrait annoncer des programmes d'ici à la fin du premier semestre, après avoir envoyé des missions d'experts au Gabon, au Cameroun, en Centrafrique, au Congo...

Le défi d'un retour de la croissance Selon les dernières données macroéconomiques émanant de l'institution, la zone Cemac connaît un ralentissement économique marqué par la chute des cours du baril de pétrole et l'atonie de la demande intérieure. Conséquence, le taux de croissance du PIB en 2016 se situe à + 0,2 %. Le taux d'inflation ressort à 1,1 %, en recul par rapport à 2015. Le nouveau gouverneur s'est tout de même

félicité le 22 mars des « financements extérieurs qui aideront à réduire les déficits budgétaires et permettront de réaliser des investissements ». Inversement à l'Afrique de l'Ouest tirée par le Sénégal et la Côte d'Ivoire, les États de la Cemac ont vu leur croissance du PIB passer de 5 % en 2014 à 1 % en 2016.

Les comptes publics et extérieurs sont déficitaires, s'établissant respectivement à - 5,6 % du PIB et - 12,4 % du PIB. Les perspectives pour 2017 tablent sur un regain de la croissance économique avec un taux de 1,6 %, si la remontée des cours du brut suit son cours. Le nouveau gouverneur mise également sur les réformes lancées, dans la zone, notamment avec un fort accent mis sur la gestion des finances publiques. Lors de la conférence extraordinaire qui s'est tenue à Yaoundé le 23 décembre 2016, les chefs d'État de la zone ont décidé d'un programme ambitieux intitulé « Programme de réformes économiques et financières de la Cemac (PREF-Cemac) ». Objectif : re-

lancer les économies et accélérer la diversification.

Politique monétaire

Autre chantier pour Abbas Mahamat Tolli, 45 ans, la politique monétaire de la zone Cemac. À l'heure où monte le débat sur le franc CFA, monnaie commune au sein de la Cemac dont la valeur est garantie par le Trésor public français, la banque d'Afrique centrale a publié le 22 mars dernier sa volonté de changer la donne : « Nous avons tenu compte de la conjoncture de la zone et avons décidé de mettre la politique monétaire en cohérence avec les politiques budgétaires des États. » Concrètement, il s'agit de renforcer la gestion de la monnaie en consolidant le dispositif de la réglementation des changes.

JOYCE EDIMO, Publié le 03/04/2017 ; Le Point Afrique